

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 468 du 03.07

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Situation humanitaire à Ghaza : Le rapport alarmant du CICR.

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 [Marie Nassif-Debs](#) : Analyse objective du discours de Barak Obama « La paix » construite sur l'oppression.

1-2 [Doug Ireland](#) : Discours du Caire : Obama en campagne pour la présidentielle de 2012.

1-3 Hagit Ofra & Lara Friedman : **5 mauvaises raisons de s'opposer au gel des colonies.**

1-4 M. Saâdoune : Antisémitisme et duplicité.

1-5 Susan Abulhawa : Israël a-t-il réellement le droit d'exister ?

2 Déclaration **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 J'accuse.

2-2 Ouvrez les portes de Gaza !

2-3 Jonathan Cook : Israël « tabasse des enfants ».

2-4 Guillaume Dorval : Netanyahu demande la démilitarisation totale et sans condition de la Palestine.

2-5 Welfare Association : Plus de 300.000 palestiniens menacés de perdre leurs maisons.

2-6 Un message de Hind Khoury, Déléguée Générale de la Palestine en France.

3 Annexe

3-1 Patrick Martin : Obama, le nouveau visage de l'impérialisme.

3-2 Eva Golinger : L'exclusion idéologique est une politique officielle des Etats-Unis.

3-3 La France humiliée par Tsahal.

3-4 Le groupe israélien Koor prêt à investir dans Carrefour.

Tiré a part

Situation humanitaire à Ghaza : Le rapport alarmant du CICR.

Dans un rapport qu'il vient de publier, le comité international de la croix rouge(CICR), donne une image sombre de la vie quotidienne des citoyens de la bande de Ghaza. Le rapport a cite la détérioration du niveau de vie dans une enclave qui souffrait déjà de différents maux chroniques, amplifiés, six mois après la guerre sanglante qui a fait près de 1500 morts et plus de 5000 blessés.

Six mois après la fin de l'invasion israélienne, les 1,5 million de Palestiniens de Ghaza connaissent une pauvreté de plus en plus grande et n'ont pas les moyens de rebâtir leur vie, écrit le Comité international de la Croix-Rouge. Le CICR évoque la reconstruction de la bande de Ghaza, après la démolition par Israël de milliers d'habitations, de l'ensemble des sièges sécuritaires, d'une grande partie de l'infrastructure de base, de la base industrielle, des sièges de différents ministères, et de celui du Conseil législatif palestinien, de plusieurs édifices sanitaires ainsi que des dizaines d'écoles. Il souligne que les restrictions draconiennes à l'entrée de marchandises sur le territoire « freinent » les efforts de reconstruction financés par la communauté internationale, qui a pourtant promis 4,5 milliards de dollars d'aide. « Certains quartiers de Ghaza particulièrement touchés par les frappes israéliennes continueront à ressembler à l'épicentre d'un tremblement de terre majeur tant que l'on autorisera pas l'entrée sur le territoire de grandes quantités de ciment, d'acier et autres matériaux de construction », écrit le CICR. Et d'ajouter que de nombreux habitants « sombrent dans un désespoir de plus en plus profond ».

Ghaza : Une grande prison

Au plan sanitaire, le CICR insiste sur le fait que la population manque de médicaments, les services de santé et l'approvisionnement en eau. Même constat pour les hôpitaux qui sont dans un « état lamentable » avec des équipements pas fiables et de fréquentes coupures de courant. « Le système de santé à Ghaza ne permet pas d'assurer un traitement adéquat pour les maladies graves. Il est tragique de constater que de nombreux patients ne sont pas autorisés à quitter à temps la bande de Ghaza pour être soigné ailleurs », souligne le rapport. Socialement, la situation des populations à Ghaza n'est guère reluisante. Le CICR met en garde contre « un accroissement dramatique de la pauvreté », résultat d'un « effondrement économique » du territoire à cause de la fermeture du territoire. Un chiffre éloquent : le taux de chômage à Ghaza et estimé à 44% en avril. Pis encore, le CICR précise que « plus de 70% des Gazaouis vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 250 dollars par mois ». Et la situation n'évolue pas trop. Dépourvue de frontières autres que celles avec Israël et l'Egypte qui n'ouvre le terminal de Rafah qu'occasionnellement, comme c'est le cas depuis samedi passé, pour une durée de trois jours, la bande de Ghaza demeurera la plus grande « prison » du monde tant que l'embargo n'est pas totalement levé.

Fares Chahine

[Accueil](#)[AW](#)[Violations des droits humains](#)[Articles](#)[Analyse & Opinion](#)[Galerie](#)[Liens](#)[Recherche](#)
www.algeria-watch.org

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Marie Nassif-Debs : Analyse objective du discours de Barak Obama « La paix » construite sur l'oppression.

Extrait

Nous ne pensons pas aller à l'encontre de la vérité si nous disons que le discours tenu par le président étasunien Barak Obama, le 4 juin à l'université du Caire, n'a pas avancé une nouvelle position dans la politique extérieure des Etats-Unis. En effet, ce discours, qui fut précédé, quelques jours plus tôt, par un retour à la « Feuille de route », préparée à Oslo il y a plus de seize ans et dont l'exécution n'a jamais dépassé la première clause de « Gaza et Jéricho », a constitué la suite logique de la politique suivie par toutes les administrations étasuniennes depuis Richard Nixon et son ministre des Affaires étrangères, Henry Kissinger.

Indépendamment du langage fleuri et aussi des fréquentes citations du Coran, qui s'étendit longuement sur la nécessité du dialogue entre l'Occident « chrétien » et l'Islam, le discours s'appuya sur le raisonnement sophiste qui, sous couvert de logique, visait réellement à tromper. Voilà pourquoi, nous dirons que le président des Etats-Unis n'a pas « prononcé une parole juste », contrairement au premier verset (ayat) cité par lui. Et voilà pourquoi nous avons décidé de mettre à nu les idées contenues dans son discours, selon la traduction officielle qui nous est parvenue.

Obama, l'Islam et l'Arabité

Dans sa première partie, le discours s'est appuyé sur une toile de fond disant que la guerre menée contre l'Occident vient d'une seule direction, celle des musulmans. C'est pourquoi, prêche le discours, c'est une guerre de religion basée sur d'autres guerres de religions très anciennes dans le temps, mais aussi sur la période du

colonialisme qui « priva les musulmans de certains droits et de certaines chances », pour arriver, enfin, à l'incapacité des musulmans à s'habituer « au changement extrême dû à la mondialisation et au modernisme, ce qui poussa certains musulmans à considérer l'Occident comme ennemi des traditions islamiques » !!! Cette logique renferme deux grandes erreurs. La première consiste à vider les croisades et, plus tard, le colonialisme de leur contenu économique et de leurs deux caractéristiques d'oppression et d'exploitation ; surtout que les Croisés et les colonialistes n'avaient fait aucune différence entre musulmans et chrétiens d'Orient. Nous nous contenterons, à ce propos de parler des événements historiques qui avaient accompagné la chute de Constantinople et le rôle joué par certains Etats chrétiens, dont Gênes, afin de faciliter la prise de cette ville par les Ottomans du Sultan Mohammad V et de supprimer, par là, une concurrence gênante. Quant à la seconde erreur, elle consiste à vouloir dire que la lutte menée par les peuples arabes est une lutte « religieuse » ou, plutôt, une lutte menée par quelques obscurantistes « qui sèment la haine et la préfèrent à la coopération qui pourrait aider nos peuples à réaliser le progrès », comme le dit si bien le discours...

Ajoutons à tout cela que cette théorie à propos de l'Occident et de l'Islam et du dialogue qui doit avoir lieu entre eux nie la présence des nations et des Etats dans la région ; il bannit le concept de l'arabité et la présence d'un monde arabe que Barak Obama n'a cité l'existence qu'une seule fois, en passant, parce qu'il voulait attribuer à la lutte des peuples arabes contre l'occupation israélienne la cause seconde de la tension dans la région. D'ailleurs, en niant l'arabité des peuples de notre région, le président des Etats-Unis préparait le terrain à ce qu'il allait dire, un peu plus loin, à savoir que nous devons tous « admettre que le désir des juifs d'avoir une patrie à eux est un désir ancré dans une histoire dramatique que personne ne peut nier ». Ainsi, il transformait les juifs en une nation, contrairement à tout ce qui est à ce propos, y compris par des historiens israéliens, et ouvrait la porte toute grande devant ce qu'il avait déjà promis, lors de sa campagne électorale : Israël est l'Etat des juifs dans le monde. Ce qui nous ramène aux enseignements des conservateurs appelés « zionist chrétiens », amis de Georges W. Bush, et à leur mot d'ordre concernant le « transfert » des Palestiniens, y compris ceux qui n'ont pas quitté leurs terres en 1948.

Les erreurs et les justifications

Mais les erreurs et les justifications ne s'arrêtèrent pas là. Ils atteignirent tous les sujets et les problèmes liés au monde arabe. Le problème des sources énergétiques, en particulier. C'est que les Etats-Unis se trouvent mêlés directement à ces problèmes, depuis les années quarante du XX^e siècle et les tentatives visant à marginaliser le rôle de la Grande Bretagne, dans le but de mettre la main sur le pétrole et le gaz de l'Orient arabe. Ils ont eu et continuent à avoir un rôle primordial dans la répression des mouvements populaires dans différents pays arabes. Ils sont aussi responsables du maintien de certains régimes politiques arriérés et répressifs, parce que ces régimes justifient la présence étasunienne militaire et, surtout, économique dans la région arabe.

Nous mettons en avant quelques exemples de ces erreurs contenues dans le discours :

Le « peuple juif » et « l'Etat juif »

3-En ce qui concerne la cause palestinienne et le conflit arabo-israélien, le discours du président des Etats-Unis met en garde les Arabes contre toute tentative de « couper les liens d'amitié existant entre les Etats-Unis et Israël », parce que, dit-il, « ce sont des liens basés sur des relations culturelles et historiques, mais aussi sur la reconnaissance que le désir des Juifs d'avoir une patrie bien à eux est un désir enraciné dans une histoire tragique que personne ne peut nier ».

Ce paragraphe contient trois postulats de la politique extérieure de Washington vis-à-vis de la région arabe. Le premier est qu'il est impossible aux Arabes de dissocier Israël des Etats-Unis, parce qu'il est une priorité pour eux. Le second est que Washington a consacré Israël comme la patrie des Juifs du monde. Le troisième, enfin, est qu'Israël a le droit d'occuper la Palestine et de chasser les Palestiniens ou, même, de les tuer parce que les Juifs furent torturés et assassinés par les nazis et leurs acolytes en Europe. Cette analyse bizarre devient plus étrange encore quand Barak Obama parle de la seule responsabilité des Palestiniens dans tous les actes de violence dans la région. Il cite « l'emploi de la violence et des crimes », « les menaces de détruire Israël ou de réitérer les images typiquement abjectes concernant les Juifs », mais aussi « les roquettes lancées contre les enfants israéliens dans leurs chambres à coucher ». Par contre, il appelle les massacres odieux perpétrés par les Israéliens contre le peuple et les enfants palestiniens, notamment à Gaza, « des injures quotidiennes, petites ou grandes » !!!

Ajouter à tout cela l'emploi de l'impératif dans les parties adressées aux Palestiniens, contrairement à celles où il parle des Israéliens. Ainsi, nous remarquons dans les premières la répétition d'expressions et de phrases telles que : « Il faut que les Palestiniens délaissent la violence », « Ils doivent se concentrer sur les choses qu'ils peuvent réaliser », « le gouvernement palestinien doit développer ses capacités à exercer le pouvoir » (ce qui signifie, sans doute, la répression des mouvements de résistance, dont le Hamas).

Le droit au retour ?

Cependant, ce qui paraît le plus clair dans tout le discours, c'est la partie se rapportant à l'initiative arabe présentée par le roi Abdallah d'Arabie Saoudite, lors du Sommet de Beyrouth, il y a de cela quelques années. En effet, le président des Etats-Unis dit : « les pays arabes doivent reconnaître que leur initiative de paix fut un bon début, mais leur responsabilité ne s'arrête pas là ». Ils doivent aller dans le sens des propositions étasuniennes en ce qui concerne « l'internationalisation » d'Al-Qods, après son morcellement, afin qu'elle devienne la « capitale définitive des Juifs, des Chrétiens et des Musulmans ». Par contre, pas un mot sur les citoyens de cette ville que l'on a déjà chassé et sur leur droit de retourner dans leur patrie ; ce qui signifie qu'Obama se désintéresse de leur sort et du fait qu'ils soient disséminés dans tous les pays du monde.

Cette lecture du discours fut confirmée par les détails contenus dans un autre discours, celui du président du Conseil israélien, détenteur de la nationalité étasunienne avant même de devenir israélien, le « likoudien » Benjamin Netanyahu, qui a déclaré, le dimanche 13 juin :

1-AI-Qods est la capitale de l'Etat juif d'Israël ; les Arabes doivent reconnaître ce fait.

2-Il n'y aura pas de nouvelles colonies. Cependant, le gouvernement israélien ne touchera pas à celles qui furent construites récemment ; bien au contraire, il leur procurera toute l'aide et toute l'assistance dont elles auront besoin.

3-La région de Gaza est également un territoire « juif », faisant partie de la Judée.

4-Israël accepte en principe la création d'un Etat palestinien ; mais, à condition que cet Etat soit désarmé et ait reconnu, au préalable, la finalité de l'Etat juif d'Israël.

Et, si nous n'avons pas développé la tentative d'Obama de se déclarer tuteur des chrétiens arabes, à travers ce qu'il avait dit concernant le respect dû aux Maronites du Liban ou aux Coptes d'Egypte, c'est parce que cette tentative fait déjà partie de toute une littérature visant à instaurer un « Nouveau Moyen Orient », dans lequel Israël serait entouré par de mini Etats confessionnels antagonistes qui auraient, tous, besoin pour survivre de l'aval des Etats-Unis qui pourraient, ainsi, assurer leur mainmise sur les richesses du monde arabe.

En tout cas, et malgré le langage fleuri et les citations du Coran, du Talmud et de l'Evangile, le discours du président Obama n'a réussi qu'à susciter les applaudissements de ceux que le régime égyptien avait choisis pour lui serrer la main. Et, si le gouvernement palestinien de Mahmoud Abbas s'est empressé de le décrire comme un bon point de départ pour atteindre la paix, généralisée et juste, dans la région, il n'en reste pas moins que le refus du droit au retour des Palestiniens, les crimes et le blocus ne peuvent pas assurer une telle paix...

Marie NASSIF-DEBS

15/6/2009

(Article paru dans le bimensuel An-Nidaa)

Version arabe : <http://www.aloufok.net/spip.php?art...>

<http://www.aloufok.net/spip.php?article641>

1-2 Doug Ireland : Discours du Caire : Obama en campagne pour la présidentielle de 2012.

Barack Obama a prononcé un discours plein de bondieuseries au Caire mais à l'objectif bien défini : préparer la présidentielle américaine de 2012.

Et accessoirement renouer avec le monde musulman.

Objectif : rassurer la partie de l'électorat juif troublé par la volonté d'Obama d'amadouer les musulmans.

En vain car le magazine phare de la droite juive américaine, *Commentary*, a publié sur son site une critique cinglante qualifiant le discours du Caire de « *pas sérieux moralement* » et ajoutant qu'il « *sape la recherche de la paix aussi bien que la campagne pour reformer le monde musulman* »

Le discours à l'attention du monde musulman de Barack Obama au Caire est une gigantesque opération de communication, soigneusement préparée depuis des mois et transmise en direct dans treize langues par la Maison Blanche grâce à internet. Facebook, son semblable pour l'Asie du Sud, Orkut, YouTube, Twitter, MySpace, SMS...

Aucun cyber-moyen de communication n'a été négligé, histoire de faire jeune, moderne et branché. Mais sur le milliard et demi de musulmans, combien disposent d'un accès facile à internet ?

L'auteur de ce discours est sa jeune plume pour les affaires étrangères, Ben Rhodes, 31 ans, qui affiche une double casquette : plume présidentielle pour les affaires étrangères et conseiller qui a accès au Bureau ovale quand Obama refait le monde avec ses spécialistes plus expérimentés, comme l'a rapporté dans un portrait détaillé de Rhodes *The Politico*, le nouveau must de la classe politique washingtonienne. Rhodes est un vétéran de la campagne présidentielle d'Obama et sait garder un œil sur les résonances électorales que les discours du Président à l'étranger provoquent aux Etats-Unis.

Obama calme le jeu

Ainsi, celui du Caire était aussi bien calibré pour une réélection d'Obama en 2012 que pour satisfaire la volonté présidentielle d'un « *nouveau commencement* » entre l'Amérique et le monde arabo-musulman. Et c'est la raison pour laquelle, au Caire, Obama a mis la pédale douce sur ses critiques envers Israël. Il s'est borné à réitérer son soutien à la création d'un Etat palestinien - même George W. Bush était pour - et son opposition à davantage de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés.

Les Israéliens doivent comprendre que « *le droit de la Palestine à exister ne peut être nié* », a déclaré Obama, ajoutant que « *les Etats-Unis n'acceptent pas la légitimité de la colonisation israélienne (...) il est temps qu'elle s'arrête (...) Israël doit également être à la hauteur de ses obligations pour garantir que les Palestiniens puissent vivre, travailler et se développer. La crise humanitaire continue à Gaza dévaste les familles sans servir la sécurité d'Israël, comme le persistant manque d'opportunités en Cisjordanie.* »

La Maison Blanche a sciemment calculé que l'importance des grands donateurs juifs à la trésorerie du Parti démocrate et du vote juif dans des Etats comme la Floride, la Pennsylvanie, New York, la Californie ou le New Jersey est bien trop cruciale pour la campagne de 2012 pour permettre au politicien habile et prudent qu'est Obama d'aller plus loin...

Dans le même temps, le Président savait qu'il ne risquait rien électoralement en réaffirmant son soutien à un Etat palestinien car l'électorat américain d'aujourd'hui y est plus favorable que jamais : selon un sondage *Gallup* pour

le quotidien *USA Today* publié le 4 juin, 51% des Américains soutiennent « *l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza* » tandis qu'à peine 29% sont contre.

...

Le monde arabo-musulman attendait au moins une initiative nouvelle pour forcer Israël à mettre fin à l'expansion constante de ses colonies dans les territoires occupés.

Mais le gouvernement israélien de coalition entre le Likoud et le fasciste et raciste Avigdor Lieberman et son parti Yisrael Beiteinu a déjà clairement rejeté la demande d'Obama lors de la visite récente du Premier ministre Benjamin Netanyahu à la Maison Blanche.

Un rejet si catégorique qu'Obama n'a même pas renouvelé sa demande lors de la visite d'Ehud Barak, le ministre de la Défense israélien, à Washington la semaine dernière. Déjà, dans son édition du 5 juin, le quotidien de référence israélien *Haaretz* rapportait dans un article intitulé « Les Etats-Unis cherchent à apaiser les tensions avec Israël après le discours d'Obama au Caire » que « *des sources du cabinet du Premier ministre disent que les tensions avec les Etats-Unis sur la question des colonies ont été aggravées par le discours du Caire. « Il n'y aura pas d'accord sur ce point si les Américains n'adoucisent pas leur position* » disait un proche de Netanyahu jeudi ». Soit immédiatement après le discours d'Obama.

L'heure n'est plus aux belles paroles

Le conflit israélo-palestinien est la clé de tout « *nouveau départ* » avec le monde musulman qu'Obama réclame. Mais pour ramener dans le processus de paix ce gouvernement israélien si revanchard et le plus à droite que l'Etat hébreu ait jamais connu, il va falloir bien plus que les banalités nobles qu'Obama a exprimé au Caire avec son grand talent d'orateur. L'heure est aux actes.

Doug Ireland

5 juin

<http://www.bakchich.info/Discours-du-Caire-Obama-en,07925.html>

1-3 Hagit Ofran & Lara Friedman : 5 mauvaises raisons de s'opposer au gel des colonies.

5 « mauvaises raisons de s'opposer au gel de la colonisation » avec le discours des partisans de la colonisation qui les accompagnent.

Encore une fois, un rapport clinique qui déconstruit les arguments fallacieux de la droite colonisatrice.

Le gel de la colonisation est bon pour Israël et bon pour la paix. Les colonies sont mauvaises pour Israël. Elles constituent un fardeau pour les services de sécurité israéliens. Elles créent des frictions entre Israéliens et Palestiniens. Elles drainent les ressources financières d'Israël. Elles créent une fausse impression selon laquelle les Israéliens ne sont pas intéressés par une solution à deux Etats. Comme nous l'avons écrit précédemment, un gel des colonies est aussi tout à fait faisable. Un gel, ou un arrêt, ou un moratoire (peu importe comment on le nomme) est entièrement une question de volonté politique de la part des décisionnaires israéliens. Il s'agit également ici de rappeler à l'ordre tous ceux qui invoquent de faux prétextes pour dire non, et d'affirmer clairement : vos arguments ne valent rien.

Faux prétexte n°1 : la « croissance naturelle ».

"Les colons, comme tout le monde, ont le droit de faire des enfants. Les enfants des colons, comme tous les enfants du monde, grandissent et ont le droit de fonder des familles et des foyers à eux. Le fait d'exiger l'arrêt des constructions dans les colonies viole ces droits universels."

Alors que la « croissance naturelle » n'a aucune définition officielle, cette notion est utilisée, dans le contexte des colons, pour désigner une croissance de la population due aux naissances, à opposer à une croissance due à l'immigration depuis Israël ou depuis d'autres endroits. Mais en termes de chiffres (d'après les statistiques officielles israéliennes) qui prennent en compte les décès et les gens qui quittent les colonies, les naissances à l'intérieur des colonies représentent environ 60% de la croissance annuelle de la population dans les colonies, 40% représente une immigration venue d'Israël ou de l'étranger. Ainsi, il est clair que la croissance de la population dans les colonies n'est pas simplement une affaire de naissances. Peut-être est-ce la raison pour laquelle certains, qui invoquent ce prétexte, ont inclus dans cette « croissance naturelle » d'autres manières qu'ont les familles de grandir, depuis des épouses jusqu'à des personnes âgées qui s'installent dans les colonies. Quelle que soit la définition que les gens veulent utiliser, le fait est que la « croissance naturelle » n'est pas un argument légitime contre un gel complet de la construction dans les colonies. Oui, les colons, comme c'est le cas partout dans le monde, ont le droit de faire des bébés, et oui, leurs enfants ont le droit de grandir et de fonder des familles. Mais nulle part dans le monde (ni New York, ni à Paris, ni à Tel Aviv) les gens n'ont un droit inaliénable d'habiter exactement là où ils veulent - dans une maison de la taille qu'ils veulent, dans le quartier qu'ils veulent - sans tenir compte de facteurs comme le marché de l'immobilier, la situation politique ou économique, ou toute autre considération qui puissent entrer en jeu (y compris, en l'espèce, des considérations touchant à la propriété de la terre). En Israël comme dans d'autres pays, les gens ont régulièrement à prendre des décisions difficiles sur l'endroit où habiter, les grandes villes comme Tel Aviv et Jérusalem étant très peuplées et l'offre de logements abordables y étant rare. De plus, le plan national israélien n°35 fixe une limite au nombre de logements dans chaque localité, ce nombre étant affecté par diverses considérations de planification. Certaines de ces localités, en particulier les communautés rurales, ont dépassé cette limite. En conséquence, à moins et jusqu'à ce qu'un autre plan soit approuvé, les enfants nés dans ces localités n'ont pas la possibilité d'y vivre, chez eux, en tant qu'adultes. Les colons ont le droit d'avoir des enfants et de faire venir chez eux leurs parents ou leurs grands-

parents. Lorsque les enfants des colons grandissent, ils ont le droit de fonder des familles et d'avoir des enfants à eux. Mais dans tous ces cas, dans les colonies comme partout dans le monde, les colons doivent faire comme tout le monde et adapter leurs besoins au marché de l'immobilier, affecté non seulement par la demande, mais aussi par nombre d'autres variables dont, en l'espèce, le fait que les colons ont choisi, volontairement et en connaissance de cause, de faire leur vie sur une terre sujette à un débat politique de proportion mondiale.

Faux prétexte n°2 : les « blocs de colonies »

"Tout le monde sait que les « blocs de colonies » vont faire partie d'Israël, quel que soit l'accord conclu. Cela étant posé, il est illogique d'exiger l'arrêt de la construction dans ces zones "

Un « bloc de colonies » est un terme non officiel, sans définition juridique ni statut, que le droit auquel il est fait référence soit israélien ou international. De manière générale, il désigne des zones où des colonies, relativement proches les unes des autres, ont été établies en groupes assez près de la ligne Verte. Dans le contexte politique, actuel, ce terme désigne des groupes de colonies qui, selon certains Israéliens, resteront en Israël, quel que soit l'accord conclu. Tout au long de l'histoire de la colonisation israélienne en Cisjordanie, Israël a laissé ces blocs sans définition, permettant ainsi à leurs limites municipales informelles de s'étendre année après année. La construction qui s'y est déroulée s'est densifiée systématiquement et s'est étendue pour comprendre des colonies et des terres situées à des distances de plus en plus éloignées de leur centre. Ces blocs et les colonies qu'ils contiennent ne sont pas reconnus par les Palestiniens ni par la communauté internationale comme ayant un statut particulier au regard d'autres colonies, ni aujourd'hui ni en termes d'un futur accord de paix.

De plus, certains de ces « blocs » comprennent ce que même Israël reconnaît comme des terres palestiniennes privées. A ce jour, la meilleure indication de la définition par Israël de ces « blocs » est le tracé de la barrière de sécurité - ce qui signifie que les Israéliens considèrent que ce qui se trouve du côté israélien de la barrière fait partie des « blocs », alors que ce qui se trouve du côté palestinien ne l'est pas. Mais cette définition ne tient pas compte du fait que le tracé de la barrière a été « charcuté » afin d'inclure le plus grand nombre possible de colonies et de terres adjacentes. Résultat : si les zones construites des colonies du côté « israélien » de la barrière représentent environ 3 650 km², la superficie totale des terres de Cisjordanie annexées de facto par la barrière est de 74 000 km² environ, soit à peu près 20 fois la taille de la zone construite dans ces colonies. Ainsi, alors que certains souhaitent représenter ces « blocs » comme quelque chose qui n'est pas sujet à controverses, la réalité sur le terrain raconte une histoire entièrement différente.

Par exemple : dans le cas du « bloc de Ma'aleh Adoumim (est de Jérusalem), le tracé de la barrière s'empare de terres qui représentent plusieurs fois la taille de Ma'aleh Adoumim, y compris la zone destinée à la méga colonie E1, colonie dont la construction a été reconnue par les administrations américaines successives comme étant potentiellement fatale à la solution à deux Etats. Dans le cas du « bloc de Givat Ze'ev » (nord de Jérusalem, la barrière s'étend tellement au nord de la colonie existante que si la construction était autorisée pour remplir les vides de ce bloc, la colonie pourrait s'étendre au moins de 5 fois sa taille et atteindre les faubourgs de Ramallah - gardant à l'esprit que la construction est en cours dans ce « bloc » pour une nouvelle colonie ultra-orthodoxe (dont les habitants ont en moyenne 7 enfants). Dans le cas du « bloc Etzion » (sud de Jérusalem, la barrière en s'empare pas seulement d'un immense territoire qui ne fait pas partie de la zone bâtie des colonies, mais ce territoire s'enfoncé profondément en Cisjordanie pour inclure la colonie d'Efrat. Ainsi, la ville de Bethléem est totalement coupée du sud de la Cisjordanie, la ville elle-même devenant une enclave isolée entre le sud de la barrière de Jérusalem et le bloc Etzion. Plus au nord, dans le cas d'Ariel et de Kdoumim, ces blocs sont en réalité comme des doigts qui s'enfoncent profondément en Cisjordanie - la colonie d'Ariel, par exemple, étant située exactement à mi-chemin entre la ligne Verte et le Jourdain. Sans parler d'idéologie, il est difficile d'imaginer un accord de paix viable qui garde ces zones sous contrôle israélien. En se fondant sur les négociations passées, dont l'officieuse Initiative de Genève, il paraît probable que les Palestiniens seraient prêts à accepter un accord de paix dans les termes duquel Israël conserverait la contrôle de quelques colonies, mais seulement en échange d'une évacuation de toutes les autres colonies et d'échanges de territoires égaux en taille et en qualité, cela pour compenser les terres conservées par Israël. Il s'agit d'un principe important qui, dans le contexte de négociations de paix sérieuses, pourrait jouer un rôle quand il s'agira de parvenir à un accord de paix final viable. Mais il est malhonnête de ne sélectionner que ce principe afin de justifier de nouvelles constructions dans les colonies, en dehors du contexte de ces négociations et en l'absence d'un accord de paix.

Faux prétexte n°3 : « construire à l'intérieur des colonies, ce n'est pas les étendre »

"Il n'est pas raisonnable d'exiger un arrêt de la construction à l'intérieur. Pourquoi la construction dans les colonies devrait-elle s'arrêter si elle n'utilise pas de nouvelles terres ? Le fait est qu'on demande aux colons de stopper l'expansion des colonies. Or, construire dans les colonies n'équivaut pas à une expansion."

S'agissant du gel des colonies, les administrations américaines précédentes se sont rendu compte que le diable se nichait dans les détails. Alors qu'à première vue, il semble raisonnable (rien de plus qu'un détail mineur, semble-t-il, d'admettre que les colons puissent continuer à bâtir dans les colonies tant que leur périmètre ne s'étend pas, les expériences passées nous ont enseigné que la définition des termes « intérieur d'une colonie » et « expansion » sont assez souples pour les colons et le gouvernement israélien. Pour se le représenter de manière plus concrète : placez votre main sur une surface dure, étendez bien vos doigts sans le pouce, prenez un stylo et tracez votre empreinte de main. Cette empreinte représente la surface bâtie de la colonie. Maintenant, tracez une autre ligne reliant vos doigts à votre pouce. Cette ligne représente la terre dont les colons pourraient arguer qu'elle représente de fait une partie de la surface bâtie, même s'il n'existe aucun bâtiment pour le moment. Puis tracez un cercle autour de votre empreinte, en laissant quelques centimètres d'espace libre entre la nouvelle ligne et votre empreinte à l'intérieur. Cette ligne représente la clôture de sécurité autour de la colonie, dont les

colons pourraient arguer qu'elle est déjà de fait la « trace » de la colonie, puisque cette zone est totalement sous le contrôle de la colonie. Maintenant, tracez un cercle beaucoup plus large autour du précédent. Cela représente les limites municipales de la colonie, dont les colons pourraient arguer qu'elle fait juridiquement et officiellement partie de la colonie, même s'ils n'ont pas encore bâti. C'est cette dispute sur les lignes (dont les colons cherchent à exploiter toutes les failles pour permettre aux colonies de s'étendre) qui ont conduit les administrations américaines passées dans le piège de négociations apparemment interminables et sans solution quand il s'agit de décider ce que signifie construire « dans » une colonie. Ce n'est pas un débat sémantique. De nombreuses colonies ont des « quartiers » à distance d'un jet de pierre qui, s'ils sont utilisés comme base de « ligne de construction », permettraient une construction massive. La plupart des colonies ont des clôtures de sécurité autour d'elles, ce qui signifie que cette portion de terre est déjà hors de portée des Palestiniens. Et quasiment toutes les colonies ont des limites municipales qui représentent plusieurs fois la taille de la surface bâtie. De fait, alors que la surface bâtie des colonies représente moins de 2% de la Cisjordanie, 9,3% est incluse à l'intérieur des limites municipales déclarées de ces colonies. Permettre une expansion dans ces zones permettrait aux colonies de grandir beaucoup plus rapidement. Certains argueront du fait que la différence entre construction à l'intérieur des colonies et leur expansion est comme de la pornographie : on sait ce que c'est quand on en voit. Mais cette faille est très dangereuse, car elle créerait une situation où les Etats-Unis seraient constamment appelés à juger de ce qui est permis ou non. Ce ne serait pas une manière utile ou intelligente pour les Etats-Unis de dépenser son énergie diplomatique et son capital politique. Et cela ne ferait qu'encourager les colons, qui sont prêts à toutes les arguties pour exploiter n'importe quelle faille.

Faux prétexte n°4 : « Les constructions déjà approuvées »

"Israël ne peut pas geler une construction déjà approuvée. Des gens ont de bonne foi obtenu des permis de construire, et ont de bonne foi investi de l'argent et du temps pour bâtir et acheter de nouvelles maisons. Israël est un Etat de droit et ses lois protègent ses citoyens. Si Israël tente de violer ces droits, les colons porteront plainte contre le gouvernement."

D'abord, dans les colonies de Cisjordanie, des dizaines de milliers de logements ont été approuvés à la construction, mais non encore construits. Voir un rapport préparé par le général Baroukh Spiegel, qui a répertorié tous les plans approuvés pour les colonies et en a estimé le nombre de logements terminés à comparer aux bâtiments approuvés. Si ces constructions, autorisées mais non encore terminées, étaient permises, cela ferait augmenter massivement le nombre de logements et de colons en Cisjordanie. Si ceux qui affirment qu'une construction déjà approuvée est une affaire anodine sont, soit mal informés, soit déforment délibérément les faits. Ensuite, le gouvernement d'Israël a l'autorité nécessaire pour stopper les projets de colonisation déjà en route. Il ne s'agit pas là d'une simple observation rhétorique : cela a déjà été fait et cela peut l'être encore. En 1992, le gouvernement israélien dirigé par Itzhak Rabin, a approuvé une résolution de gel de la construction dans certaines des colonies (en réponse à une politique américaine déterminée sur le sujet). Cette résolution imposait un gel total de toutes les procédures de planification pour des plans qui se trouvaient déjà dans les tuyaux, à moins d'avoir été approuvés spécifiquement par des commissions d'exception. Elle a également gelé la construction dans les colonies en question. La résolution prévoyait un mécanisme de compensation pour ceux qui avaient déjà investi dans la construction, en se fondant sur des décisions et autorisations gouvernementales précédentes. Certains investisseurs ont également porté plainte auprès de la Haute cour de Justice, arguant qu'un tel ordre donné par le gouvernement était illégal, mais la Haute cour les a déboutés. Une autre procédure juridique s'est mise en place quand des investisseurs ont poursuivi l'Etat, non seulement pour leurs investissements, mais aussi pour le manque à gagner. Cela a également été repoussé par la Haute cour, et le gouvernement leur paya des indemnités selon les hauteurs fixées par le juge. De fait, des observateurs de bon sens ont noté qu'il existe un moyen sûr de juger quand une promesse israélienne de geler la colonisation est sérieuse : quand le gouvernement d'Israël commence à provisionner des budgets pour indemniser les colons et les investisseurs.

Faux prétexte n°5 : « Il n'y a ni subventions ni primes »

"Les colonies grandissent par les forces naturelles du marché - les gens veulent y habiter - et non par les primes accordées par le gouvernement. Les subventions du gouvernement n'existent plus depuis des années."

Les colons continuent de bénéficier d'avantages substantiels accordés par le gouvernement israélien. Il y a une dizaine d'années, le ministre des finances de l'époque, Benjamin Netanyahu, avait procédé à des coupes claires dans les subventions aux colonies (ainsi qu'à d'autres subventions sociales) en raison de considérations économiques. Mais ce fut moins la fin de ces subventions qu'une diminution et une recatégorisation. Aujourd'hui, il est exact de dire qu'il n'existe plus de subventions particulières dans les colonies. Mais en revanche, il existe des primes mises en place pour des localités qu'Israël définit comme des « zones de développement préférentiel » - et les différentes listes de ces zones (qui changent selon les ministères) ont inclus, au moins jusqu'à présent, non seulement des zones situées dans le Néguev et la Galilée, mais aussi de nombreuses colonies. Ainsi, une série de subventions et de primes existe encore, dont :

- Le logement : les colons bénéficient également de prêts subventionnés pour l'achat d'appartements et de conditions assouplies pour d'autres prêts (par exemple des exceptions aux critères d'âge minimum pour recevoir un prêt). Il existe également dans certaines colonies des subventions destinées à couvrir 50% des coûts de développement résidentiel pour les entrepreneurs, et le ministère du logement entreprend plus facilement la construction et la rénovation de bâtiments publics dans les zones préférentielles.

- La terre : en qualifiant des colonies de zones préférentielles, l'Autorité israélienne des terres fournit aux colons des rabais sur le prix des terres et des exemptions de conditions d'appels d'offre normaux (la terre peut

être acquise sans faire l'objet d'un processus normal d'appel d'offre et avec un rabais de 70%).

- L'industrie : par le moyen de la requalification des colonies, il existe pour l'industrie des subventions et des avantages fiscaux, dont des subventions aux salaires (aider un employeur à développer sa force de travail), aux industries en crise et au développement de l'infrastructure industrielle. Il y a également des subventions pour la recherche et le développement, et une priorité donnée aux pépinières technologiques.

- Agriculture : subventions et avantages fiscaux pour l'agriculture et l'aide au développement rural.

En outre, bien qu'il soit vrai qu'il existe une forte demande de logements dans certaines colonies et « blocs » (y compris dans des zones où les avantages cités sont moins importants), cette demande n'est pas due aux forces « naturelles » du marché. Il s'agit plutôt d'une décision politique du gouvernement israélien d'utiliser la construction en Cisjordanie plutôt qu'à l'intérieur d'Israël pour répondre aux besoins des Israéliens en logement. Par exemple, on sait bien que les logements peu coûteux à Jérusalem sont rares, en particulier pour les familles. Plutôt que de construire de nouveaux logements à Jérusalem ouest ou dans les faubourgs occidentaux de la ville, le gouvernement a choisi de concentrer l'offre sur des zones proches situées en Cisjordanie, à Ma'ale Adoumim en particulier. Ainsi, il n'est pas surprenant que la demande de logements dans cette colonie soit forte. Mais il ne s'agit pas d'une demande « naturelle » du marché : si des logements similaires avaient été construits à l'ouest de la ville, la demande aurait été aussi forte, les habitants de Ma'ale Adoumim étant dans leur large majorité des gens qui s'installent en Cisjordanie pour des raisons de qualité de vie et non pour des raisons idéologiques. De même, la communauté ultra-orthodoxe est en train d'exploser, avec une moyenne de 7 enfants environ par famille et un besoin toujours plus grand de nouveaux logements, de préférence dans des communautés homogènes et séparées. Plutôt que de construire des localités supplémentaires pour les ultra-orthodoxes à l'intérieur d'Israël, le gouvernement a choisi de bâtir pour eux une ville nouvelle en Cisjordanie : Givat Ze'ev Illit, au nord de Jérusalem. Il n'est donc pas surprenant que la demande de logements dans cette nouvelle colonie soit forte. Mais, là encore, il ne s'agit pas d'une demande « naturelle » du marché : dans des villes similaires construites à l'intérieur d'Israël (par exemple, Elad et Ramat Bet Shemesh), la demande de logements est à peu près équivalente. Si, au lieu de construire Givat Ze'ev Illit, le gouvernement avait effectué des constructions similaires, à l'intérieur d'Israël, la demande aurait été aussi forte, les ultra-orthodoxes étant pour la plupart non motivés par l'idéologie dans leur choix de la Cisjordanie - pour cette communauté, il s'agit plutôt d'une question de « je vais là où on construit ».

Enfin, le gouvernement israélien a investi des sommes énormes dans l'infrastructure de la Cisjordanie afin de transformer des colonies même lointaines en des faubourgs accessibles de villes israéliennes. Par exemple, le gouvernement a investi des millions de shekels pour construire une nouvelle route qui contourne Bethléem par l'est et relie les petites colonies de Tekoa et de Nokdim (où habite le ministre Avigdor Lieberman) à Jérusalem par le sud. Ce faisant, il a transformé ces colonies isolées en banlieues virtuelles de Jérusalem, et leurs habitants jouissent d'un lien de 10 minutes, sans bouchon, pour atteindre la grande ville. Il n'est pas surprenant que moins de deux ans après l'ouverture de cette route, nous assistions aujourd'hui à un boum de la construction à Tekoa et à Nokdim. Mais il est clair qu'il n'y a rien de « normal » ni de « lié au marché » dans cette croissance.

Hagit Ofran - Lara Friedman

Peace Now

<http://www.peacenow.org.il/site/en/...>

Traduction : Gérard pour

Shalom Arshav, juin 2009

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Hagit_Ofran-Lara_Friedman.220609.htm

1-4 M. Saâdoune : Antisémisme et duplicité.

La conférence de l'ONU sur le racisme, dite Durban II, est l'occasion propice à une manœuvre de propagande d'ampleur mondiale. Un tir de barrage préventif a été déclenché à l'initiative des Américains, soucieux, disent-ils, de ne pas cautionner la réédition de la conférence de Durban I en Afrique du Sud, qui avait vu le sionisme être assimilé à une forme de racisme. Dans un élan unanime, les alliés indéfectibles d'Israël ont suivi la démarche américaine en boycottant la réunion de Genève.

Il n'est pas question en effet pour ces parangons autoproclamés de vertu et ces modèles consubstantiels de justice et d'humanisme de cautionner les dérives « antisémites » qui, selon eux, caractériseront obligatoirement les travaux de la Conférence. Le deuxième étage de la fusée d'agitprop, pris en charge par des pays non boycotteurs, a consisté à condamner d'avance le discours du président Ahmadinedjad. La diabolisation du chef d'Etat iranien est, depuis longtemps, l'axe privilégié du matraquage médiatique, où le mensonge grossier alterne avec la déformation « décomplexée » des faits et des propos de l'ennemi iranien voué à la vindicte. Ce n'est pas nouveau. Gamal Abdelnasser a bien été qualifié de « Hitler du Nil » par la meilleure presse d'Occident de son époque...

La dénonciation véhémement de l'antisémisme s'accompagne de la réaffirmation de la légitimité de la critique des religions, déclinaison essentielle de la liberté d'expression. Les postures d'indignation se succèdent pour proclamer l'extraordinaire - l'évidente - supériorité morale de l'Occident, territoire exclusif et consacré de l'équité et du droit.

L'accusation d'antisémisme vaut, dans le discours de ces excellents donneurs de leçons d'intox, excommunication majeure de la communauté humaine et sonne comme une menace à peine voilée. Les cris

d'horreur feints et les déclarations exaltées ne parviennent pas, malgré tout, à modifier la réalité. Et cette réalité, fondée historiquement sur le fait que l'antisémitisme - comme le racisme - est une invention occidentale, n'a rien à voir avec le cœur du débat.

Au-delà d'une tentative désespérée de vider les mots de leurs sens, ce qui est en cause, nul ne s'y trompe, n'est pas la haine des juifs ou de la religion hébraïque, mais bien la nature coloniale de l'Etat israélien et son soubassement idéologique. Ce qui pose problème à ces nobles âmes d'Occident est que la majorité de la communauté internationale - au sens plein de la formule - rejette le sionisme et ses tragiques implications. Qu'ils le veuillent ou non, le sionisme signifie, dans les faits, spoliation, dépossession, exil et déshérence pour le peuple arabe de Palestine. Si noyer le sionisme dans l'antisémitisme est le mode traditionnel des propagandistes de la confusion, masquer l'islamophobie derrière la liberté d'expression est le revers, plus moderne, de la même médaille. La stigmatisation de l'Islam et les injures récurrentes sont enveloppées dans le lit virginal d'un droit fondamental.

Le talent indéniable des propagandistes peine pourtant à escamoter un niveau de duplicité insoutenable. Les héritiers d'une civilisation génocidaire peuvent tenter de laver leur culpabilité historique sur le dos des Palestiniens, ils ne parviendront pas à transformer le bourreau en victime.

M. Saâdoune,

Le Quotidien d'Oran,

21 avril 2009

<http://www.algeria-watch.org/fr/article/tribune/duplicite.htm>

1-5 Susan Abulhawa : Israël a-t-il réellement le droit d'exister ?

Suite au discours politique très attendu de Netanyahou, politiciens et journalistes, comme des automates sans cervelle, se sont mis à seriner ce mantra israélien tant ressassé « que les Palestiniens devraient reconnaître le droit d'existence d'Israël ».

Alors que l'OLP et l'Autorité Palestinienne se sont pliées à cet appel grotesque non pas une fois, mais quatre. Et sans oublier qu'Israël a toujours dénié le droit d'existence de la Palestine, non seulement en tant que nation, mais en tant que personnes cherchant une vie digne dans leur propre patrie.

Qui s'intéresse au fait qu'Israël est le seul pays sur la planète à coltiner partout cette incessante exigence : que chacun reconnaisse son droit d'exister !

Etant donné que nous, Palestiniens, sommes ceux qui ont été dépossédés, occupés et opprimés, on pourrait s'attendre que nous soyons ceux qui posent une telle demande. Mais ce n'est pas le cas. Pourquoi ? Parce que notre droit d'exister en tant que nation va de soi. Nous sommes les autochtones de ce pays ! Nous savons que nous avons ce droit. Le monde le sait.

C'est pourquoi la Palestine n'a pas besoin qu'Israël ou tout autre pays reconnaisse son droit d'exister. Nous sommes les héritiers légitimes de ce pays et cela peut se vérifier juridiquement, historiquement, culturellement voir génétiquement. Et en tant que tels, la seule véritable légitimité qu'Israël aura jamais doit venir de nous, abdiquant notre héritage, notre histoire et notre culture en faveur d'Israël. C'est pour cela qu'Israël insiste pour que nous déclarions qu'il a le droit de s'emparer de tout ce que nous avons possédé un jour - depuis la maison et la propriété, les cimetières, les églises et les mosquées jusqu'à la culture, l'histoire et l'espoir.

Israël est un pays fondé par des Européens venant de Palestine et qui ont formé des bandes terroristes auteurs d'un nettoyage ethnique systématique des Palestiniens natifs chassés de leurs maisons, sur 78% de la Palestine Historique en 1948. Ces Palestiniens et leurs descendants dépérissent toujours dans des camps de réfugiés.

Israël a tenté un scénario similaire en 1967 quand il a conquis le reste de la Palestine, mais là les Palestiniens n'ont pu être délogés aussi facilement de leurs maisons.

Cela reste vrai malgré les 40 années d'occupation militaire violente et opprimante par Israël de la Cisjordanie et de Gaza. Malgré les maisons détruites, les terres confisquées, les voraces colonies réservées aux seuls juifs, les interminables postes de contrôle, les assassinats ciblés, les écoles, hôpitaux, bâtiments municipaux et centres commerciaux bombardés, les barrières et les dénis ; malgré les abus massifs en termes de droits humains, l'emprisonnement et la torture d'hommes, de femmes aussi bien que d'enfants, la séparation de familles, les humiliations quotidiennes, malgré les assassinats massifs - les Palestiniens demeurent.

Nous résistons toujours. Nous vivons, nous aimons, nous avons toujours des bébés. Autant que nous le pouvons, nous reconstruisons ce qu'Israël détruit. Voilà des droits !

Les droits sont inhérents et justes en soi, comme le droit de vivre dans la dignité et d'être maître de sa propre destinée. C'est un droit humain que de ne pas être persécuté ni opprimé parce que le hasard vous a fait appartenir à telle religion et non à telle autre.

Que les Israéliens s'emparent de biens appartenant aux Palestiniens n'est pas un droit. C'est un vol.

Qu'Israël coupe la circulation des vivres, des médicaments et d'autres produits de base vers la Bande de Gaza, provoquant une malnutrition massive, un effondrement et une misère économique parce que les Palestiniens ont élu des dirigeants particuliers, ce n'est pas un droit. C'est un affront à l'humanité.

Qu'Israël fasse pleuvoir la mort tombant du ciel sur Gaza déjà exsangue et affamé, tuant plus de 3.000 êtres humains et mutilant des milliers d'autres en un seul mois, ce n'est pas un droit. C'est un crime de guerre.

Qu'Israël ait utilisé toutes les tactiques impérialistes pour soumettre, humilier, briser et chasser une nation entière, essentiellement des civils désarmés, en raison de leur religion, ce n'est pas un droit. C'est de l'obscénité morale.

Que tout juif d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Australie soit en droit d'avoir la double nationalité, une dans son pays d'origine et une en Israël, alors que les héritiers légitimes du pays végètent en réfugiés sans aucune nationalité où que ce soit, ce n'est pas un droit. C'est un outrage.

Je suis sûre que mes mots seront déformés pour laisser entendre que je plaide pour « pousser les Israéliens à la mer » ou autre revendication idiote. Alors permettez-moi d'être explicite : nous avons tous le droit d'exister, de vivre, d'être maîtres de notre propre destin. Nous avons tous le droit de ne pas être opprimés par les autres. De tels droits sont inhérents à toute personne vivant dans ce pays : juive, musulmane ou chrétienne.

Mais les Israéliens n'ont pas le droit de créer une démographie religieuse particulière en causant la mort des autochtones pour être un état juif (ou musulman ou chrétien), où les privilèges sont accordés à ceux qui sont d'une religion précise, aux dépens de ceux qui ne le sont pas, ce n'est pas un droit.

Une nation qui discrimine et opprime ceux qui n'appartiennent pas à un groupe religieux, racial ou ethnique particulier n'est pas une lumière parmi les nations. C'est une plaie. Et reconnaître un tel racisme comme un droit humain ou national va à l'encontre de toute la norme du droit international. Cela défie le sens commun, selon lequel la valeur d'un être humain ne devrait pas se mesurer à sa religion, pas plus qu'elle ne devrait se mesurer à la couleur de sa peau ou de la langue qu'il parle.

Susan Abulhawa –
Palestine Chronicle

Vendredi 19 Juin

Susan Abulhawa est l'auteur de « Les Matins de Jénine » (éditions Buchet-Chastel 2008), « Shattered Illusions » (2002) et « La Cicatrice de David » (2006) <http://www.scarof david.com>, et la fondatrice de l'ONG Playgrounds for Palestine, <http://www.playgroundsforpalestine.org>

15 juin 2009 - Cet article peut être consulté ici :

<http://www.palestinechronicle.com/v...>

Traduction de l'anglais : Marie Meert

<http://www.info-palestine.net>

http://www.alterinfo.net/Israel-a-t-il-reellement-le-droit-d-exister_a33504.html

2 Déclaration **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 J'accuse.

J'accuse l'Europe des Sarkozy et des Socio-démocrates au pouvoir d'avoir fidèlement et constamment soutenu le sionisme dans ses actes terroristes, jusqu'à se taire et être complice de ses prêches.

J'accuse l'Europe des Commissaires qui, eux, réellement gouvernent, dans l'unique but de renforcer le capitalisme vacillant et d'asseoir, sans tarder, la main mise de ce dernier sur l'ensemble des pays du Moyen Orient, avec comme gendarme un état artificiellement créé, il y a plus de soixante ans, au détriment de nos peuples.

J'accuse l'Europe qui, en juillet 2006, a soutenu l'agression et les massacres sionistes au Liban.

J'accuse l'Europe qui, à ce jour, contribue au blocus infligé à 1.500.000 âmes.

J'accuse l'Europe qui, sur son territoire, reste sourde et muette face aux atteintes aux Droits de l'Homme, lorsqu'il s'agit de la libération d'un citoyen libanais injustement détenu depuis près de trente ans.

Mais aussi, par solidarité, J'accuse l'Europe Impérialiste dont les fondements et la finalité se résument par son acharnement à conquérir les espaces vitaux qui lui sont indispensables : crise mondial du Grand Capital oblige, ceci au détriment de ses peuples et de leur épanouissement.

J'accuse cette Europe et je m'abstiendrai le 7 juin.

Cette Europe là sera tout simplement abolie par ses peuples....Une Bastille à prendre...

Publié par Liban Résistance

2-2 Ouvrez les portes de Gaza !

Encore un accrochage sanglant, ce 8 juin, à la frontière de Gaza, nous rappelant combien la situation reste explosive. Quatre tués et douze blessés chez les Palestiniens, aucune perte côté israélien.

Dans la bande de Gaza, sur une liste de 4 000 « produits autorisés » par Israël (avant le siège imposé depuis juin 2007), 30 à 40 seulement sont tolérés aujourd'hui, et un million et demi de personnes restent enfermées, soumises à l'arbitraire le plus total.

Livres, disques, vêtements, tissus, chaussures, aiguilles, ampoules électriques, bougies, allumettes, instruments de musique, draps, couvertures, matelas, tasses, verres... sont interdits et ne peuvent transiter que par les fragiles tunnels vers l'Egypte, cibles de bombardements répétés.

En 2008, plus de cinquante personnes sont mortes dans ces tunnels, par suite d'effondrements. Aucun des matériaux nécessaires à la reconstruction (ciment, portes, vitres, fenêtres...) ne sont non plus autorisés, après les effroyables bombardements de décembre 2008 - janvier 2009. Le thé, le café, la semoule, restent interdits (cf. enquête d'Amira Hass « Israel bans books, music and clothes from entering Gaza », Haaretz, 17 mai 2009).

Cinquante-six prix Nobel, dont dix Nobel de la paix, 202 membres du Parlement européen (2004-2009, tous les eurodéputés d'Irlande et de Chypre ont signé), ainsi que des personnalités, participent avec l'ONG Peace Lines à la campagne «Ouvrez les portes» pour la levée définitive du siège de Gaza et une série de libérations selon des critères humanitaires et juridiques.

Nous demandons à tous les dirigeants politiques et aux membres du nouveau Parlement européen de tout mettre en œuvre pour ces libérations - dont celle du sergent Shalit et de l'ex-ministre de l'Education Al-Shaer, réarrêté le 19 mars, dans des conditions contraires au droit international. L'Europe et l'Union pour la Méditerranée ne peuvent continuer à tolérer à leur porte de telles conditions de privations et de suffocation.

Voilà pourquoi nous lançons l'appel suivant : Ouvrez les portes !

Israël doit mettre fin au blocus de Gaza, à toutes les tueries, et permettre à Gaza de s'ouvrir au monde, de façon à assurer la possibilité d'une économie viable. Les Palestiniens doivent mettre fin à toute attaque de roquettes sur Israël et les Israéliens. Les êtres humains ne sont pas une monnaie d'échange.

En conséquence : les Palestiniens doivent libérer le sergent Shalit qu'ils gardent prisonnier depuis presque trois ans.

Les Israéliens, qui détiennent plus de dix mille personnes dans leurs prisons, doivent libérer un nombre significatif de femmes, de malades, ceux qui sont les plus âgés, au terme de longues condamnations, ainsi que les prisonniers en détention administrative, y compris tous les membres élus de la législature palestinienne.

Parmi les signataires de l'appel : Dix prix Nobel de la paix : Mgr Carlos Belo, le dalaï-lama, Shirin Ebadi, John Hume, Mairead Maguire, Mgr Desmond Tutu, Betty Williams, Jody Williams, Cora Weiss, Adolfo Perez Esquivel . Ainsi que Elfriede Jelinek, Dario Fo, Wole Soyinka, Christian de Duve, Albert Fert, Baruj Benacerraf, Torsten Wiesel, Harlem Désir, Nicole Fontaine (ex-présidente du Parlement européen), général Philippe Morillon, Daniel Cohn-Bendit, Francis Wurtz, etc.

Liste complète des signataires sur www.peacelines.org.

15/06/2009

<http://www.liberation.fr/monde/0101574136-ouvrez-les-portes-de-gaza>

2-3 Jonathan Cook : Israël «tabasse des enfants».

Les droits des enfants palestiniens sont régulièrement violés par les forces de sécurité israéliennes, selon un nouveau rapport qui affirme que les passages à tabac et la torture sont routiniers.

En outre des centaines de mineurs palestiniens sont poursuivis chaque année par Israël sans procès décent et privés de visites de leur famille.

Les conclusions de l'association « Defence for Children International » (DCI) suivent de peu les révélations de soldats et de hauts responsables militaires israéliens selon lesquelles c'est une « procédure normale » en Cisjordanie afin de terroriser les civils palestiniens, notamment les enfants.

Le Colonel Itai Virob, commandant la Brigade Kfir, a révélé le mois dernier que pour accomplir une mission, « l'agressivité vis-à-vis de chacun des habitants du village est habituelle ». Il ajoutait que les interrogatoires comprennent gifles, coups de poing et coups de pied.

A la suite de quoi Gabi Ashkenazi, chef des services armés, a été forcé de comparaître devant le parlement israélien pour désavouer le comportement de ses soldats. Les tabassages seraient « absolument interdits », a-t-il dit aux députés.

Le Colonel Virob a formulé ses remarques au tribunal pendant un témoignage soutenant la défense de deux soldats, notamment son commandant adjoint, accusés d'avoir battu des Palestiniens dans le village de Kaddum près de Naplouse. L'un d'eux a déclaré à la cour que « dans les FDI [l'armée], les soldats sont éduqués pour l'agression ». Le Colonel Virob est venu confirmer son observation, disant que c'était une politique visant à « troubler l'équilibre » de la vie du village pendant les missions et que la grande majorité des agressions avaient lieu « contre des personnes non impliquées »

La semaine dernière, d'autres révélations sur de mauvais traitements à des Palestiniens, dont certains n'avaient que 14 ans, ont été diffusées à la télévision israélienne, montrant le matériel recueilli par des soldats dissidents faisant partie du projet « Breaking the Silence », qui braque les projecteurs sur les brutalités de l'armée.

Deux soldats servant dans le bataillon Haroub disent avoir été témoins de passages à tabac dans une école du village cisjordanien de Hares, au sud-est de Naplouse, lors d'une opération effectuée en mars pour faire cesser des jets de pierres. Beaucoup des personnes arrêtées n'étaient pas impliquées, disent les soldats.

Au cours d'une opération de 12 heures entamée à 03 heures du matin, 150 détenus, les yeux bandés, ont été menottés dans le dos avec des liens en nylon tellement serrés que leurs mains sont devenues bleues. Les pires tabassages, disent les soldats, ont eu lieu dans les toilettes de l'école.

Selon le témoignage d'un des soldats, un garçon de 15 ans environ a reçu « une gifle qui l'a jeté au sol ». Il ajoute que beaucoup de ses camarades « donnent des coups de genou [aux Palestiniens] simplement parce qu'ils s'ennuient, parce qu'on est là pendant 10 heures sans rien à faire, alors on tabasse les gens ».

Le tableau brossé par les soldats en service confirme les conclusions de DCI, qui notait que beaucoup d'enfants étaient ramassés lors de ratissages généraux après des troubles ou lors de rafles nocturnes tardives de leurs maisons.

Son rapport inclut un choix de témoignages d'enfants qu'il représentait en 2008, dans lesquels ceux-ci décrivent comment des soldats israéliens les battent ou comment des interrogateurs les torturent.

Un garçon âgé de 10 ans, identifié comme Ezzat H, a décrit une perquisition de sa maison familiale à la recherche d'un fusil. Il dit qu'un soldat l'a giflé et battu à coups de poing pendant deux heures d'interrogatoire, avant qu'un autre soldat ne pointe une arme sur lui. « Le canon de l'arme était à quelques centimètres de mon visage. J'étais tellement terrifié que je me suis mis à trembler. Il s'est moqué de moi ».

Un autre garçon, Shadi H, 15ans, dit que lui et son copain ont été forcés par des soldats de se déshabiller, dans une orangerie près de Tulkarem, pendant que les soldats leur lançaient des pierres. Ensuite ils ont été battus à coups de crosse.

Jameel K, âgé de 14 ans, décrit comment il a été emmené dans un camp militaire où il a été agressé après quoi on lui a passé une corde au cou en un simulacre d'exécution.

Yehuda Shaul, de "Breaking the Silence", dit que des soldats traitent tout Palestinien de plus de 12 ou 13 ans comme un adulte.

« Pour la première fois un soldat de haut grade [le col. Virob] nous a rejoints en soulevant cette question - même si ce n'était pas son intention - que l'usage de la violence physique contre les Palestiniens ne relève pas de l'exception mais d'une politique. Il y a quelques années, aucun officier haut gradé n'aurait eu le culot de le dire » ajoute-t-il.

Le rapport de DCI souligne également l'usage systématique de la torture par les interrogateurs de l'armée et de la police secrète, le Shin Bet, pour essayer d'arracher des confessions aux enfants, souvent dans des affaires de jet de pierres. Islam M, 12 ans, dit qu'on l'a menacé de lui verser de l'eau bouillante sur le visage s'il n'avait pas avoir lancé des pierres, avant d le jeter dans un buisson épineux. Un autre garçon, Abed S, 16 ans, dit qu'il a eu les mains et les pieds attachés au mur d'un local d'interrogatoire en forme de croix pendant toute une journée, avant d'être mis à l'isolement pendant 15 jours.

Le mois dernier, le Comité des Nations Unie contre la Torture, un panel d'experts indépendants, a exprimé sa « profonde inquiétude » devant le traitement de mineurs palestiniens par Israël.

Selon le rapport de DCI, quelque 700 enfants sont inculpés chaque année devant des tribunaux militaires israéliens, avec des enfants de plus de 12 ans interdits de contact avec un avocat en cours d'interrogatoire.

Il ajoute que les interrogateurs ont l'habitude de bander les yeux et de menotter des enfants détenus pendant les interrogatoires et d'utiliser des techniques incluant gifles et coups de pied, privation de sommeil, détention en isolement, menaces contre l'enfant et sa famille, l'enfant étant ligoté pendant de longues périodes.

De telles pratiques ont été interdites par la Cour Suprême israélienne en 1999 mais des groupes israéliens en faveur des droits humains ont prouvé qu'elles sont toujours largement utilisées.

Dans 95% des cas, les enfants sont inculpés sur la base de confessions signées écrites en hébreu, langue que peu d'entre eux comprennent.

Une fois jugés, les enfants sont détenus, en violation du droit international, dans des prisons en Israël, où la plupart se voient interdire la visite de leur famille et où ils ne reçoivent que peu ou pas d'éducation.

« Yesh Din », un groupe israélien pour les droits de l'homme, rapportait en novembre dernier que les soldats se voient rarement infliger une mesure disciplinaire pour l'illégalité de leur conduite.

Les données de l'armée de 2000 à fin 2007 ont révélé que la police militaire n'avait inculpé des soldats que dans 78 enquêtes sur 1.268. La plupart des soldats ont reçu des sentences minimales.

Jonathan Cook

Jonathan Cook est écrivain et journaliste basé à Nazareth, Israël. Ses derniers livres sont : *Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East* (Pluto Press) et *Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair* (Zed Books).

Son site : <http://www.jkcook.net/>

Du même auteur :

[Torture : les Nations unies exigent d'accéder à la prison secrète d'Israël](#)

[Des Palestiniens bénéficient d'une dégradation des relations turco-israéliennes](#)

[Bataille de l'électricité avec Israël pour une petite bédouine](#)

[Un parc israélien, leçon de l'histoire oubliée](#)

[Un Djihad de l'armée israélienne ?](#)

17 juin 2009 - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.jkcook.net/Articles2/0398.htm#Top> .

Traduction de l'anglais : Marie Meert

lundi 22 juin

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6822

2-4 Guillaume Dorval : Netanyahu demande la démilitarisation totale et sans condition de la Palestine.

Extrait

En effet, notre ami sioniste accepterait la création d'un état palestinien à la condition que celui-ci n'ait aucun contrôle sur ses frontières, sur son espace aérien, n'ait aucune possibilité d'alliance et d'import d'armes, et en plus de cela, Benyamin Netanyahu demande la démilitarisation totale et sans condition de la Palestine.

Dans le fond, il veut garder la Palestine sous sa main.

Je me demande s'il connaît la définition des mots "Indépendant" et "libre".

Nous devrions peut-être acheter un dictionnaire et lui poster, car je crois qu'il manque certains mots à son vocabulaire !

...

Ceci étant dit, l'escalade des hostilités atteint, malgré la venue du quasi messie nommé Obama, un niveau crucial.

Guillaume Dorval

<http://futurquantique.org/>

2-5 Welfare Association : Plus de 300.000 palestiniens menacés de perdre leurs maisons.

Jusqu'à trois maisons sont démolies chaque jour, et dans certains cas, des villages entiers ont reçu des ordonnances de démolition des autorités israéliennes. Ces ordres menacent plus de 300.000 Palestiniens de perdre leurs maisons.

"*Broken Homes*", un nouveau rapport de [Save the Children](#), [Palestinian Counseling Centre](#) et [Welfare Association](#) établit que les familles dont les maisons sont démolies sont prévenues avec un délai très court et que souvent, elles n'ont même pas le temps de collecter leurs affaires. L'impact de la perte de la maison a des conséquences à long terme sur la santé physique et mentale.

Les estimations de démolitions de maison depuis 1967 par les autorités israéliennes civiles et militaires donnent le chiffre de 24.000. Cependant, depuis l'année 2000, ce chiffre augmente, avec une moyenne de plus de 1.000 maisons détruites chaque année. L'année 2009 voit un accroissement massif, avec plus de maisons détruites qu'à n'importe quel autre période des 40 dernières années d'occupation israélienne. Près de 4.000 maisons ont été détruites par l'offensive militaire à Gaza au début de cette année. [Ces chiffres n'incluent pas les destructions de maison entre 1948 et 1967, ndt].

« *Les démolitions de maisons dans les territoires palestiniens occupés augmentent et des milliers de famille, et dans certains cas des villages entiers, vivent sous la menace de voir arriver à n'importe quel moment les bulldozers qui détruiront leurs maisons et les obligeront à partir,* » dit Salam Kanaan, le directeur de [Save The Children](#) dans les territoires palestiniens occupés.

« *La majorité des démolitions sont menées pour des soi-disant raisons « administratives », ou sont le résultat d'opérations militaires,* » continue-t-il. « *Les familles perdent tout : leurs vêtements, la nourriture et les meubles, tout est enseveli dans les décombres. Ces familles sont sans soutien, sans protection.* »

Le rapport qui a recensé les familles dont les maisons ont été démolies précise :

* Plus de la moitié de ces maisons (52%) ont été démolies lors de démolition collective où une série de maisons et de quartiers ont été rasés,

* Deux personnes ont été tuées pendant la démolition de leur maison,

* Seules 13% des familles ont pu récupérer leurs biens avant le début de la démolition,

* 97% des parents souffrent de dépression après la démolition de leurs maisons,

* Les enfants dont les maisons ont été démolies montrent une dégradation de leur santé mentale, et souffrent de signes cliniques de traumatisme, renfermement, dépression et anxiété,

* La majorité des familles dont les maisons ont été démolies ont subi des déplacements à répétition pendant de longues périodes – il a fallu à plus de la moitié des familles (61%) au moins deux ans pour trouver un lieu de vie permanent,

* Plus d'un quart des familles ont dû se séparer pour que tous puissent trouver un endroit où s'installer.

Une fois que la maison est démolie, non seulement la famille la perd, ainsi que son contenu, mais de plus elle doit régler les coûts de la démolition, ce qui peut s'élever jusqu'à plusieurs milliers de dollars.

Les habitants de Jérusalem Est, les communautés rurales de Cisjordanie, les Bédouins et les réfugiés vivant dans les camps, les communautés proches du mur de séparation ou des colonies, et les zones proches des frontières de Gaza sont les plus menacés de déplacement par démolition de maisons ou de bâtiments. Plus de 300.000 Palestiniens vivent dans ces secteurs.

[Save The Children UK](#), le [Palestinian Counselling Centre](#) et [Welfare Association](#) exigent un arrêt immédiat de toutes les démolitions de maison et une considérable augmentation de l'aide des victimes des démolitions de maison, en particulier les enfants.

Rana Nashashibi, Directeur du [PCC](#), dit : « *Les appels à Israël de mettre un terme aux démolitions sont tombés dans les oreilles de sourds. Les familles et les enfants sont traumatisés, ils sont des problèmes psychologiques durables qui sont très difficiles à surmonter. Israël doit immédiatement cesser les démolitions des maisons palestiniennes et la communauté internationale doit faire pression sur lui.* »

[Welfare Association](#)

20 Juin 2009

Traduction : MR pourISM

http://www.alterinfo.net/Plus-de-300-000-palestiniens-menaces-de-perdre-leurs-maisons_a33542.html

2-6 Un message de Hind Khoury, Déléguée Générale de la Palestine en France.

Commémoration de l'Appel du 18 juin 1940

Nos amis de l'Académie du Gaullisme, ont reçu ce beau message, de Madame Hind Khoury, Déléguée de la Palestine en France, à l'occasion de la commémoration de l'appel du 18 juin 1940.

Le Comité Valmy tient à contribuer à diffuser ce message important et d'une grande signification politique. Par la même occasion, nous renouvelons l'expression de notre solidarité avec le peuple palestinien.

Paris le 18 juin 2009

Chers amis,

En cette journée commémorative de l'appel historique du Général de Gaulle du 18 juin 1940 à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi, nous tenons passionnément à rendre hommage au Général de Gaulle et aux Français de la liberté, du courage et de l'honneur.

Pour les Palestiniens, de Gaulle en appelant les Français à la résistance est celui qui incarna le salut de la France au cours de la seconde guerre mondiale. En prononçant son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU le 13 novembre 1974, le Président Arafat est celui qui incarna la résistance palestinienne à l'occupation. La Croix de Lorraine envoyée accompagnée d'une reproduction de l'Appel du 18 juin par le Général, tout comme la médaille de Jérusalem, ne quittaient jamais le Président Arafat.

Aux heures les plus sombres de l'histoire de France, de Gaulle a su, alors que tout semblait perdu, dire simplement "non", car baisser les bras ne ressemblait pas à ce que la France incarnait à ses yeux, le pays des droits de l'homme, le pays de la liberté. Pour de Gaulle, la France était celle des combattants.

Dans un contexte difficile, les Palestiniens, continuent à défendre leurs droits légitimes sur le terrain en opposant une résistance héroïque à une interminable colonisation dans l'espoir de vivre un jour dans la sécurité et la dignité. Les Palestiniens ont toujours été sensibles aux positions de de Gaulle exigeant le respect du droit international, et notamment, le droit de retour (conformément à la résolution 194 des Nations Unies) et la fin de l'occupation des territoires palestiniens (conformément à la résolution 242 des Nations Unies).

L'exhortation lancée par cet appel est désormais gravée dans nos mémoires : La flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Cet appel est devenu aussi un symbole, celui d'un pays qui ne renonce pas, d'un pays qui se bat pour la liberté.

Que l'action du Général de Gaulle soit pour la France et pour nous une source d'ardeur toujours renouvelée.

Rendons hommage à tous ceux qui ont choisi de dire non à l'occupation et à la colonisation et de résister. C'est la leçon d'histoire que nous livre cet appel.

Hind Khoury - La Déléguée Générale de la Palestine en France

Source : [Académie du Gaullisme](#)

25 juin 2009, par [Comité Valmy](#)

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article313>

3 Annexe

3-1 Patrick Martin : Obama, le nouveau visage de l'impérialisme.

Le discours du président U.S. Barack Obama au Caire le 4 juin dernier était farci de contradictions.

Il s'est déclaré opposé à « l'assassinat d'hommes, de femmes et d'enfants innocents », mais a pris la défense des guerres menées en Irak et en Afghanistan, ou de celle conduite indirectement au Pakistan, tout en gardant le silence sur les derniers massacres de Palestiniens à Gaza par Israël.

Le 5 juin 2009

Ces guerres ont fait plus d'un million de morts en Irak, des centaines de milliers en Afghanistan, au Pakistan et dans les territoires palestiniens.

Obama a déclaré soutenir la démocratie, les droits de l'Homme et même ceux des femmes, après deux journées d'entrevue avec le roi saoudien Abdullah et le président Hosni Moubarak, deux des tyrans les plus notoires du Proche Orient. Pas un mot dans son discours sur l'absence totale de droits démocratiques en Arabie Saoudite ou sur la répression que mène en ce moment la dictature militaire de Moubarak... Peu avant la visite du président à l'université d'Al-Azhar, la police secrète égyptienne a lancé un raid sur le campus et 200 étudiants étrangers ont été arrêtés.

Avant de quitter le Moyen Orient, Obama chanta néanmoins les louanges de Moubarak, notre « allié inconditionnel ».

Se posant en avocat de la paix et de l'entente universelle, Obama se dispensa très diplomatiquement d'évoquer les ordres qu'il a lui-même donnés pour une intensification des hostilités en Afghanistan, avec notamment le déploiement de 17 000 soldats U.S. supplémentaires. Il a en outre tacitement avalisé la politique de son prédécesseur en Irak, en déclarant : « Je pense qu'au bout du compte, les Irakiens se sentent tout de même mieux sans la tyrannie de Saddam Hussein ». Il a aussi préféré éluder la question du retrait des forces U.S. et de sa date butoir signée par l'administration Bush pour décembre 2012, parlant seulement d'une promesse « de retirer toutes nos troupes d'Irak d'ici 2012 ».

Dans son discours, Obama réfute l'idée qu'on puisse taxer l'Amérique « d'empire égocentrique » – ce qu'elle est effectivement – ou que les USA cherchent à obtenir davantage de bases, davantage de territoires ou davantage d'accès aux ressources naturelles du monde musulman. La guerre en Afghanistan est selon lui « une guerre par nécessité », provoquée par les attaques terroristes du 11 septembre. L'administration Bush-Cheney tenait exactement le même argument à l'époque, passant sciemment à la trappe les véritables intérêts matériels en jeu. En réalité, la guerre en Afghanistan participe de la prétention impérialiste des Etats-Unis à contrôler totalement les principales réserves mondiales de gaz et de pétrole : le Golfe Persique et le Bassin de la Caspienne.

Bien sûr, on n'était plus du tout dans le même registre rhétorique. Fini l'artillerie lourde de Bush : « Vous êtes soit avec nous soit contre nous ! », Obama nous dit d'un ton rassurant « Nous sommes tous ensemble dans cette galère ! » Mais, comme l'ont noté pas mal de commentateurs (la New Republic comparait mot à mot ce discours à celui de Bush le 16 septembre 2006 aux Nations Unies), en coupant l'image et le son et en s'en tenant au texte et à la rhétorique générale du discours, on reste toujours dans la même veine que les discours de Bush, de Condoleezza Rice ou d'autres représentants de l'administration précédente.

Le propos plus vague, plus fleuri, les références de pure forme à la culture islamique ou à l'égalité des droits des nations, tout ça n'est qu'une variante réajustée du langage dont on drape habituellement les politiques impérialistes américaines ; aucun changement substantiel. Obama n'a pas fait la moindre proposition pour que soient réparés les torts faits aux populations du Proche Orient, pour la bonne et simple raison que, fondamentalement, la source même de cette oppression est le système de pillage et de domination impérialiste du monde, dont l'impérialisme américain reste la pire expression.

Obama a certes fait une petite référence en passant au colonialisme et au rôle des Etats-Unis dans le renversement de gouvernements démocratiquement élus comme celui de Mossadegh en Iran, en 1953. Mais dans sa litanie sur les « sources de tension » dans la région, il s'en est tenu à la même liste que son prédécesseur, avec au premier plan « l'extrémisme violent » – substitut purement rhétorique pour remplacer le « terrorisme » de Bush.

Dans les médias américains, la réaction au discours d'Obama fut unanimement enthousiaste. A gauche, David Corn du magazine Mother Jones claironna que les plus grands atouts d'Obama étaient « sa trajectoire personnelle, son anti-Busherie, sa reconnaissance des erreurs de l'Amérique, enfin sa volonté de dire au moins les choses comme s'il voulait se poser en honnête courtier au Proche Orient ».

Dans le magazine belliciste de gauche New Republic, Michael Crowley écrivait : « Le voir déballer sa biographie, offrir une représentation si inhabituelle du monde, c'est apprécier tous les bénéfices que l'Amérique va pouvoir tirer de ce nouveau visage qu'elle présente d'elle au monde ».

Peut-être plus révélateur encore, ce commentaire de Max Boot, néo-conservateur et fervent défenseur de la guerre en Irak : « Il m'a semblé bien plus efficace pour faire valoir la cause de l'Amérique aux yeux du monde musulman.

Pas le moindre doute : c'est un bien meilleur vendeur que son prédécesseur ».

Dans son discours au Caire, Obama jouait tout simplement le rôle pour lequel il a été engagé et promu par une portion décisive des élites américaines de la finance mais aussi de l'appareil militaire et des affaires étrangères, à savoir d'offrir un nouveau visage à l'impérialisme américain. Cela dénote un virage tactique, certes, mais non un changement de stratégie dans l'offensive de Washington pour sa domination du monde.

Il y a environ deux ans, l'ancien conseiller à la sécurité nationale U.S., Zbigniew Brzezinski, offrit publiquement son soutien à la candidature présidentielle de celui qui n'était encore qu'un obscur sénateur de l'Illinois, pariant sur le fait qu'un Afro-Américain héréditairement lié au monde musulman comme Obama, améliorerait certainement l'image des USA sur le plan international.

Brzezinski était le mentor des faucons de l'administration démocrate de Jimmy Carter. Il avait largement contribué à pénétrer les bouleversements politiques survenus en Afghanistan, dans le but de provoquer l'intervention soviétique afin d'attirer la bureaucratie de Moscou dans le piège d'un borbier identique à celui du Vietnam. Son point de focale a toujours été ce qu'il appelle « le grand échiquier » d'Eurasie, et en particulier les riches champs pétroliers d'Asie Centrale, où la lutte d'influence fait désormais rage entre les USA, la Russie, la Chine et l'Iran. Brzezinski déclarait dès août 2007 : Obama « reconnaît que le vrai défi c'est un nouveau visage, l'idée d'une nouvelle direction, d'une redéfinition du rôle des Etats-Unis dans le monde... Ici, Obama est incontestablement plus efficace et l'emporte haut la main. Il a le sens de ce qui est historiquement pertinent et de ce qu'on est réellement en droit d'attendre des Etats-Unis dans leur relation avec le reste du monde ».

Défenseur impitoyable des objectifs de l'impérialisme américain, Brzezinski avait averti les élites américaines au pouvoir, du danger de ce qu'il appelle le « réveil politique global ». Dans un commentaire qui a fait couler beaucoup d'encre, il expliqua au magazine allemand Der Spiegel, quelques mois à peine avant de soutenir Obama, que la grande majorité de l'humanité « trouvera bientôt intolérables les disparités béantes de la condition humaine. Cela pourrait bien être le danger collectif auquel nous serons confrontés au cours des prochaines décennies ».

Si l'on veut appeler les choses par leur nom, ce que les représentants les moins obtus de la classe dirigeante américaine redoutent réellement, c'est une révolution mondiale. C'est seulement pour empêcher un tel soulèvement social qu'ils ont jugé crucial d'installer Obama à la Maison Blanche. C'est aussi la raison de son pèlerinage au Caire.

Patrick Martin

Le 5 juin 2009

Traduit de l'anglais par Dominique Arias pour Investig'Action

Source: [World Socialist Web Site](http://www.worldsocialistweb.com)

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2090:obama-au-caire-le-nouveau-visage-de-limperialisme-us-&catid=6:articles&Itemid=11

3-2 Eva Golinger : L'exclusion idéologique est une politique officielle des Etats-Unis.

L'entrée aux Etats-Unis est refusée à des étrangers qui critiquent les politiques de Washington.

La Loi McCarren-Walter contient une clause qui interdit l'entrée aux Etats-Unis aux "subversifs potentiels" et qui autorise la déportation d'immigrants ou de citoyens naturalisés impliqués dans des "activités subversives".

Venu au Venezuela pour participer à une conférence de la droite latino-américaine parrainée par le Centre de Diffusion de la Connaissance Economique [le CEDICE], organisation ultraconservatrice financée par le Département d'Etat des USA à travers l'USAID et la NED, l'écrivain péruvien et politicien de droite Mario Vargas Llosa a déclaré, à son arrivée, que « dans tout pays où règne la liberté existe le droit de penser librement », affirmant en outre qu'il pourrait, lui, « faire librement des déclarations politiques dirigées contre le gouvernement du Venezuela » durant son séjour au Venezuela.

Il en est peut être bien ainsi au Venezuela, pays où existent une large démocratie participative et une liberté d'expression presque totale dont témoignent, à l'évidence, les agressions permanentes et la manipulation de l'information opérées par les médias privés et les dirigeants de l'opposition au détriment de l'information authentique. Par contre, dans ces pays qui, soi disant, représentent la « démocratie véritable » et « l'essence même de la liberté », comme les Etats-Unis, ce droit tellement cher à Monsieur Vargas Llosa n'existe pas.

Aux Etats-Unis, il existe une loi promulguée une première fois en 1952, connue sous le nom de Loi McCarren-Walter ou, aussi, Loi sur l'Immigration et les Nationalités de 1952, codifiée au Titre Huit du Code Pénal des Etats-Unis. Cette loi restreint la migration vers les Etats-Unis et impose une série de restrictions sur la quantité d'immigrants en provenance de certains pays pouvant entrer sur le territoire des Etats-Unis.

La Loi McCarren-Walter a introduit une clause additionnelle qui interdit l'entrée aux Etats-Unis des "subversifs potentiels" et qui autorise la déportation des immigrants ou des citoyens naturalisés impliqués dans des "activités subversives". On a eu recours à cette loi durant plus de trente ans pour exclure des membres et d'anciens membres du Parti Communiste des Etats-Unis et aussi pour interdire l'entrée, dans le pays, à toute personne qui exprimait une vision politique alternative au capitalisme nord-américain. Parmi les artistes et intellectuels de premier plan à qui on a refusé l'entrée aux Etats-Unis seulement pour des raisons idéologiques, au cours de toutes ces années, on compte le grand écrivain colombien Gabriel García Márquez, le romancier argentin Julio Cortázar, le poète chilien Pablo Neruda, l'universitaire uruguayen Angel Rama, le philosophe français Michel Foucault, le

poète palestinien Mahmoud Darwish, l'écrivain anglais Graham Greene, le Mexicain Carlos Fuentes, les écrivains Doris Lessing, anglaise, Dennis Brutus, sud-africain, Farley Mowat, canadien, Kobo Abe, japonais, Jan Myrdal, suédois, et Pierre Trudeau, canadien, lequel devint, par la suite, Premier Ministre.

En 1990, lorsque prend fin la Guerre Froide, la section idéologique de la Loi Ley McCarren-Walter fut retirée.

Cependant, en 2001, le Congrès des Etats-Unis autorisa à nouveau l'exclusion idéologique en tant que politique officielle suite à l'adoption du Patriot Act. La section 411(a) (1) (A)(iii) du Patriot Act USA autorise le gouvernement à refuser l'entrée aux Etats-Unis à toute personne qui « a utilisé sa position prestigieuse dans un quelconque pays pour assumer ou soutenir des activités terroristes, ou pour encourager d'autres personnes à soutenir des actions ou organisations terroristes de quelque sorte que ce soit si le Secrétaire d'Etat juge que ces actions ou organisations sapent les efforts des Etats-Unis pour réduire ou éliminer des activités terroristes ». La section 411 a été utilisée depuis lors pour refuser des visas à d'éminents universitaires critiques envers la politique extérieure des Etats-Unis comme l'intellectuel musulman Tariq Ramadan qui avait pourtant été invité par l'Université Notre Dame pour occuper un poste de professeur durant l'année 2004. Dans ce cas, le gouvernement de George W. Bush déclara que Ramadan, universitaire suisse connu, d'origine palestinienne, avait versé de l'argent à une organisation suspecte d'avoir des liens avec le terrorisme. Il faut remarquer que Ramadan avait visité les Etats-Unis à plus de 24 reprises au cours des trois années précédentes et qu'il avait déjà fait des conférences dans les universités d'Harvard, Princeton, Dartmouth et, même, au Département d'Etat. Parmi les autres intellectuels célèbres, exclus des Etats-Unis pour des raisons idéologiques, ces dernières années, on compte la professeur nicaraguayenne Dora María Téllez à qui la prestigieuse université d'Harvard avait proposé un poste et à qui fut refusé un visa d'entrée dans le pays. Téllez avait été fonctionnaire durant le premier gouvernement sandiniste, au Nicaragua, dans les années 80. Egalement un groupe de 61 universitaires cubains se sont vus refuser leur entrée sur le sol des Etats-Unis, en octobre 2004, pour participer à une conférence sur des thèmes latino-américains, à Las Vegas. Et, plus récemment, au début de 2009, l'écrivain colombien Hernando Calvo Ospino, a appris qu'il avait été inscrit sur la fameuse liste "No-Fly" (pas de vol), des Etats-Unis, parce que se trouvant à bord d'un vol Air-France Paris/Managua (Nicaragua) son avion dut faire une escale d'urgence et l'aéroport le plus proche se trouvant aux Etats-Unis, le droit de se poser en urgence fut refusé au pilote avec pour seule raison la présence à bord de Calvo Ospino classé [à son insu] en tant que personne « exclue » des Etats-Unis sous la Section 411 du Patriot Act. Calvo Ospino, Colombien domicilié en France, est un critique très connu de la politique extérieure des Etats-Unis en Amérique latine et il a dénoncé avec force, dans ses livres, les liens qui existent entre Washington et les groupes terroristes des Cubains exilés à Miami.

En vertu de cette loi, ont été arrêtés et traduits en justice deux entrepreneurs de Brooklyn, New York, accusés d'avoir retransmis les programmes d'une chaîne de télévision du groupe libanais Hezbollah à travers leur service de télévision par satellite. Leur crime? La diffusion de matériel « anti Etats-Unis » et contraire aux « valeurs des Etats-Unis ». Or Globovision, chaîne de télévision privée, au Venezuela, occupe le spectre radioélectrique public et retransmet des programmes de diverses chaînes des télévisions d'Amérique Latine comme RCN, de Colombie,

et Todo Noticias (Informations en Continu) d'Argentine, ouvertement hostiles au gouvernement du Venezuela sans aucune retenue. Et la chaîne Globovision elle-même émet quotidiennement des programmes qui incitent à la violence dans le pays, manipulent les faits et prêchent la déstabilisation, en toute liberté. Cependant, lorsque les organismes publics en charge de faire respecter la loi, intentent une action en justice contre la chaîne de télévision privée suite à ses nombreuses infractions, les patrons et les journalistes de la chaîne hurlent que le gouvernement viole la liberté d'expression. Et ils ont toujours recours aux Etats-Unis comme référence de cette « liberté » ; alors que s'il existait, aux Etats-Unis, une chaîne de télévision diffusant une information de la qualité de celle que diffuse Globovision cette chaîne aurait été fermée depuis bien longtemps en application des lois de ce pays.

Plusieurs avocats et associations qui défendent les Droits de l'Homme ont protesté contre cette Loi d'Exclusion Idéologique aux Etats-Unis et ils ont même intenté des actions en justice contre le gouvernement des Etats-Unis à cause de cette loi. Mais les tribunaux fédéraux ont toujours statué en faveur du gouvernement. En 2009, dans deux procès, les plaignants ont fait appel de la sentence, bien qu'il soit difficile de nourrir un peu d'espoir. Depuis l'exclusion de militants socialistes et communistes, au début du XX^e siècle et peu après l'époque du célèbre "blacklisting" du sénateur Joseph McCarthy, et jusqu'à ce jour, les Etats-Unis ont toujours appliqué une politique d'exclusion idéologique. L'élite politique et économique ne veut pas que le public en général ait accès à des voix critiques ni à une opinion alternative. C'est aussi pour cette raison qu'ils ont maintenu le blocus contre Cuba durant cinquante ans.

Alors, souhaitons à Monsieur Vargas Llosa et à ses collègues de l'extrême droite réactionnaire de bien profiter de la liberté dont nous jouissons dans un pays véritablement démocratique comme le Venezuela, car lorsqu'ils retourneront aux Etats-Unis ou lorsqu'ils iront dans d'autres pays semblables, il ne pourront pas exercer si largement ce droit sacré à penser librement. Jamais ils ne pourraient entrer aux Etats-Unis - leur modèle de démocratie - s'ils n'étaient pas d'accord avec les politiques de Washington et ils pourraient y entrer encore moins pour participer à une conférence avec des organisations impliquées dans des activités subversives comme des coups d'Etat, des sabotages économiques et des actes terroristes.

Source: [Rebelión](#)

28 Mai 2009

Traduit par Manuel Colinas pour Investig'Action.

http://www.michelcollon.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2094:lexclusion-ideologique-est-une-politique-officielle-des-etats-unis&catid=6:articles&Itemid=11

3-3 La France humiliée par Tsahal.

Analyse

Les soldats israéliens ont agressé plusieurs fois des diplomates français.

Si Nicolas Sarkozy fait beaucoup d'efforts pour se rapprocher de l'Etat hébreu, on ne peut pas dire que la réciprocité soit vraie. A preuve la multiplication des « bavures » commises par les forces de sécurité israéliennes à l'encontre de ressortissants français en mission et soigneusement étouffées par le Quai d'Orsay. Lundi, la directrice du centre culturel français de Naplouse (Cisjordanie) a été sortie de son véhicule, jetée à terre et rouée de coups par des militaires israéliens près de Jérusalem. « *Je peux te tuer* », a lancé en anglais l'un des soldats. Sa voiture portait pourtant des plaques diplomatiques. Depuis, on lui a déconseillé de porter plainte pour ne pas « gêner » la visite de Nétanyahou. Mardi, c'est le directeur du centre culturel de Jérusalem-Ouest, Olivier Debray, qui, à bord d'un véhicule pourvu de plaques consulaires, a été insulté par des policiers.

Miette. D'une façon générale, le corps consulaire français se plaint de la violation régulière par les policiers et les soldats israéliens des usages consulaires. Le 11 juin 2008, Catherine Hyver, consule adjointe à Jérusalem, avait été retenue dix-sept heures sans une goutte d'eau ni une miette de pain par la sécurité israélienne à un point de passage de la bande de Gaza.

Excréments. Mais l'incident le plus choquant est l'occupation du domicile de l'agent consulaire français, Majdi Chakkoura, à Gaza pendant l'attaque israélienne de janvier. En son absence, les soldats israéliens ont complètement ravagé les lieux - pourtant signalés à l'armée israélienne -, volé une grosse somme d'argent, les bijoux de son épouse, son ordinateur et détruit la thèse sur laquelle il travaillait. Et ils ont souillé d'excréments le drapeau français. Le Quai d'Orsay n'a là encore élevé aucune protestation. Une occupation semblable s'est produite au domicile d'une professeure palestinienne du centre culturel français. Avec ce tag écrit en français sur la bibliothèque dévastée : « *Sale arabe, ont va revenir te tuer* ». C'est, dit-on à Gaza, la faute de français - le « t » en trop - qui a choqué l'enseignante.

<http://www.liberation.fr/monde/0101576075-la-france-humilee-par-tsahal>

3-4 Le groupe israélien Koor prêt à investir dans Carrefour.

Le groupe israélien Koor Industries annonce son intention d'investir dans le capital de Carrefour un montant qui pourrait atteindre 3,5 milliards de shekels, soit environ 640 millions d'euros.

Koor a précisé dans un communiqué qu'il détenait déjà 1,76 million d'actions du groupe français, soit 0,25% de son capital, des titres pour lesquels il a déboursé au total 284 millions de shekels.

Nochi Dankner, P-DG d'IDB Holding, maison mère de Koor Industries, a expliqué à Reuters que son groupe étudiait le dossier Carrefour depuis près d'un an et que le secteur de la distribution alimentaire était défensif et abrité de la volatilité d'autres secteurs.

"J'apprécie le développement de Carrefour dans les pays émergents, en Amérique du Sud, en Chine et en Inde", a-t-il dit.

Il a ajouté que son groupe serait un soutien solide du fonds Blue Capital, qui allie l'homme d'affaires Bernard Arnault au groupe de capital-investissement Colony Capital et qui détient un peu plus de 17% des droits de vote de Carrefour.

"Je suis sûr que, sous la conduite de Bernard Arnault et son équipe et du groupe Colony Capital, Carrefour va continuer de développer ses activités dans le monde et d'améliorer sa rentabilité", a-t-il dit.

Il a rappelé qu'IDB connaissait le secteur de la distribution grâce à sa filiale Super-Sol, première chaîne de supermarchés d'Israël.

Une source de marché, qui a requis l'anonymat, a indiqué que l'investissement de Koor dans Carrefour pourrait aller au-delà des 3,5 milliards de shekels votés par le conseil d'administration.

A la Bourse de Paris, l'action Carrefour gagnait 1,48% à 29,8750 euros vers 13h00 GMT, bénéficiant notamment d'un relèvement de la recommandation de Banc of America-Merrill Lynch. Au même moment, l'indice CAC 40 cédait 2% et le DJ Stoxx paneuropéen de la distribution abandonnait 0,68%.

A ce cours, Carrefour est valorisé un peu moins de 21 milliards d'euros.

Koor a ajouté avoir conclu un accord de principe avec la banque HSBC sur l'octroi d'une ligne de crédit de 300 millions d'euros pour l'achat d'actions du numéro deux mondial de la grande distribution. Koor investira sur ses ressources propres un montant égal à celui tiré sur cette ligne, explique-t-il.

"Le recours à l'accord de crédit et l'investissement dans les actions Carrefour dépendront de plusieurs conditions, parmi lesquelles les estimations de la société en matière d'évolution du marché", poursuit-il.

"La société souligne qu'elle réalisera cet investissement en tirant profit des opportunités d'achat et de vente liées à la situation du marché (...) et il n'y a aucune garantie concernant le montant de l'investissement."

Koor était entré l'an dernier au capital de Credit Suisse et sa participation a atteint un temps 3,4%, ce qui faisait le troisième actionnaire du groupe bancaire helvétique.

Il a depuis ramené sa participation dans Credit Suisse à 0,7%, engrangeant une plus-value de plus de deux milliards de shekels. Mais Dankner a expliqué vouloir reconstituer sa participation.

"Credit Suisse est l'un des gagnants de la crise financière et je suis sûr que la banque va renforcer sa position grâce à son modèle économique solide et robuste", a-t-il dit.

Al-oufok

22 juin

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article647>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19